

Charles Michel : « Une menace pèse sur la démocratie »

En déplacement cette semaine pour l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le Premier ministre Charles Michel en a profité pour répliquer aux attaques de Donald Trump, à l'époque où il brigait la candidature républicaine à l'élection présidentielle américaine. Dans l'entretien qu'il accorde à notre envoyé spécial, le libéral se défend d'avoir voulu marquer une préférence dans la campagne outre-Atlantique. *« On peut être un responsable politique et avoir le sens de l'humour !, nous déclare-t-il. Il va de soi que je travaillerai avec tous ceux qui représentent leur pays. »*

Charles Michel dit également *« ressentir qu'il y a une menace qui plane sur la sécurité, mais aussi sur la démocratie, les libertés et l'Etat de droit »*. *« La menace terroriste est une nouvelle forme de totalitarisme »*, estime-t-il. Sur la question des réfugiés qui a été au centre de la semaine onusienne, il juge qu'il faut s'attaquer à la fois *« aux causes et veiller à ce qu'il y ait de la dignité dans l'accueil et le soutien »*. ■

Le terrorisme, « nouvelle forme de totalitarisme »

DIPLOMATIE Le Premier ministre achève une semaine intense à l'ONU à New York

► Charles Michel en a profité pour répliquer aux attaques « dures » lancées contre notre pays par... Donald Trump.
► Sur le Congo, le Premier ministre lance un appel au « sursaut ».

ENTRETIEN

NEW YORK

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Charles Michel achève une semaine intense à New York. Avec ses collègues Reynders, De Croo et Francken, il s'est employé à rendre la Belgique « grande à nouveau », comme il l'a dit au gala de la chambre de commerce belgo-américaine, en allusion grinçante à un propos de campagne d'un certain Donald Trump. « *Just joking...* », dira-t-il, avant d'embrayer sur les « résultats » de ses « réformes ».

Vous avez ironisé sur l'épisode du « trou de l'enfer », l'expression utilisée par Trump pour qualifier Bruxelles. Est-ce bien... prudent ?

On peut être un responsable politique et avoir le sens de l'humour ! Par ailleurs, il va de soi que, comme Premier ministre, je travaillerai avec tous ceux qui représentent leur pays parce qu'ils ont été élus. Mais je suis ici pour défendre l'image de la Belgique, les intérêts de la Belgique, et donc j'avais l'occasion, peut-être avec un peu d'humour, de répondre à des attaques qui ont été dures contre notre pays.

Pour l'élection présidentielle aux Etats-Unis, vous faites un pronostic ?

Non, je suis neutre. Il ne m'appartient pas d'intervenir ou de marquer une préférence. Moi, je me suis contenté de faire un peu d'humour...

Votre père, alors ministre des Affaires étrangères, avait pris position très en amont contre George W. Bush...

Ne faites pas des comparaisons qui n'en

sont pas, parce que je me suis contenté d'un trait d'humour, pour répondre à une critique pour le moins brutale qui avait été émise contre Bruxelles...

Dans son discours, Barack Obama a lancé un appel aux dirigeants et aux citoyens pour défendre la démocratie. Les démocrates sont cernés ?

Il y a une menace qui ne plane pas seulement sur la sécurité, mais aussi sur la manière de concevoir la démocratie, les libertés et l'Etat de droit. Cette menace terroriste, c'est une nouvelle forme de totalitarisme. C'est une manière de vouloir détruire les valeurs que nous incarnons, qui permettent de vivre ensemble, en harmonie, en paix, dans la sécurité, le respect mutuel.

Deux sommets ont été consacrés aux réfugiés et aux migrants. Le résultat est assez mitigé...

Je ne pense pas. Pour des enjeux globaux, la bataille ne se gagne pas en une fois, en un sommet, une réunion. Ce qui frappe aujourd'hui, c'est l'ampleur de ce phénomène : 65 millions de personnes dans le monde sont déplacées. Cela doit conduire à une mobilisation sur deux terrains : s'attaquer aux causes – les conflits armés, les discriminations, les changements climatiques – et veiller à ce qu'il y ait de la dignité dans l'accueil et le soutien aux réfugiés.

Sur ces 65 millions, très peu arrivent dans nos pays et malgré tout certains ne veulent pas les voir chez nous...

C'est vrai. Mais on doit d'abord miser sur un accueil dans la dignité des réfugiés à proximité de leur pays d'origine. La Belgique a libéré des moyens financiers pour des projets d'éducation, de santé, en Jordanie, Turquie, Liban.

Comme l'an dernier, l'Assemblée générale a été marquée par la Syrie – malheureusement, vu la tournure des événements. Impuissance ?

Le dialogue politique, la négociation,

même si c'est parfois fastidieux, si ça prend du temps et entraîne parfois des

frustrations, c'est le chemin le plus stable pour résoudre des problèmes. Il y a des exemples : l'accord de paix avec les Farc en Colombie, le rapprochement Etats-Unis-Cuba, le Myanmar, l'accord sur le nucléaire iranien. Je suis évidemment très impatient de voir cette crise en Syrie résolue mais je suis lucide : c'est une crise tellement complexe, avec tellement d'enjeux qui s'entremêlent. Et pour rendre la négociation politique crédible, il faut parfois être en mesure de faire preuve de capacité militaire.

La situation au Congo est dramatique.

La Belgique peut faire quelque chose ?

Je constate que, sur les questions africaines, la Belgique est écoutée. Et nos diplomates sont particulièrement appréciés. Pour la situation de l'Afrique

« Il y a une menace qui ne plane pas seulement sur la sécurité, mais aussi sur la manière de concevoir la démocratie »

centrale et de la RDC, oui nous sommes très vivement préoccupés. Il est crucial qu'il y ait un réel dialogue politique inclusif, à très court terme, avec engagement des différentes parties, pour éviter la dérive, le dérapage et l'instabilité. Nous lançons un appel au sursaut, à la prise de responsabilité des acteurs et, bien sûr, un appel au respect de l'Etat de droit. Lequel suppose, et c'est la Charte des Nations unies qui le dit, qu'il y ait des élections honnêtes, qui donnent la légitimité aux institutions. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE REGNIER

ANALYSE

Un libéral social hanté par la recherche du consensus à la belge

Dans l'interview accordée au *Soir*, comme dans le discours qu'il prononçait quelques heures plus tard à

l'ONU, Charles Michel ne peut cacher qu'il reste blessé par le « Belgium bashing », ces attaques « brutales » lancées contre l'efficacité de la maison Belgique, au lendemain des attentats du 22 mars. L'heure est à la contre-attaque, pour hisser haut la défense des valeurs humanistes et démocratiques

inscrites dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme. Ces idéaux que le « totalitarisme » des terroristes voudrait abattre. Loin de s'appesantir sur la « crise » des migrants, le Premier ministre souligne aussi que le « capitalisme n'est pas une fin en soi », qu'il faut de la « transparence fiscale » et une taxe sur les transactions finan-

cières : une tonalité qui rappelle davantage la coalition précédente que l'actuel attelage droitier ! Enfin, Charles Michel, qui aime cultiver l'image du leader volontariste empreint d'espoir, martèle les « vertus de la recherche obstinée du consensus ». Le souci du n°1 d'un pays toujours au bord de l'implosion...

PH.R.

Conseil de sécurité « Une partie de ma semaine en campagne électorale ! »

Les nouvelles ne sont pas bonnes, s'agissant du budget...

Effectivement. Le budget est un exercice difficile. Dans tous les pays européens, en Belgique aussi. Parce que le Bureau du Plan a revu un certain nombre de prévisions, en prenant en compte le vote sur le Brexit. Mais, dans le calme, comme on l'a systématiquement fait jusqu'ici au sein du gouvernement, nous allons voir de quelle manière maintenir notre budget sur les rails.

Déjà des pistes ?

Ah oui, il y a beaucoup de pistes, mais je ne vais pas vous les donner, pas maintenant !

Vous avez été sollicité dans les discussions sur la succession de Ban Ki-moon, le secrétaire

général de l'ONU en fin de mandat ?

Il y a évidemment beaucoup de discussions sur la succession de Ban Ki-moon, puisque c'est une fonction extrêmement importante dans l'ordre international. Il faut quelqu'un qui soit créatif, convaincant. Donc beaucoup de responsables gouvernementaux souhaitent que l'on ne se trompe pas dans le choix du candidat.

Vous avez une opinion sur un(e) candidat(e) ?

Non...

La commissaire européenne Georgieva a, apparemment, fait part ici de son intérêt, à mots plus ou moins couverts...

Je n'ai pas d'opinion personnelle à exprimer. Nous mesu-

rons bien le poids relatif de la Belgique dans une discussion comme celle-là...

Si ce devait être M^{me} Georgieva, cela ferait un souci de plus pour le président de la Commission, Juncker qui en a déjà pas mal avec les « affaires » Barroso, Kroes...

Pourquoi un souci ? Le fait qu'un commissaire européen puisse briguer une fonction de secrétaire général des Nations unies ?

Non : cela déforçerait la Commission actuelle, dont tout le monde s'accorde à dire que M^{me} Georgieva est un pilier...

Ne comparez pas la candidature de Mme Georgieva avec la situation de M^{me} Kroes sur le plan de son patrimoine ! (rires)

Bien entendu. Mais cela ferait un souci de plus puisqu'il faudrait chercher à la remplacer, par quelqu'un de valeur...

Je pense que la première préoccupation de Jean-Claude Juncker, que je connais bien, c'est de réussir une stratégie de relance économique en Europe. Et cela doit être la première obsession de tous les responsables européens : comment faire en sorte que la stratégie de croissance et de création d'emploi délivre davantage de résultats que ce n'est le cas actuellement.

Mais cette accumulation de révélations jette quand même une ombre sur la fonction publique, et sur la Commission qui doit être le moteur de la construction européenne ? Cela ne me fait pas plaisir évi-

demment. Je plaide depuis longtemps pour plus de convergence fiscale sur le plan européen. J'ai soutenu dans d'autres fonctions, et je soutiens en tant que Premier ministre aujourd'hui, la mise en place d'une fiscalité sur les transactions financières internationales. Pour avoir un modèle économique qui soit plus vertueux, on doit avoir plus de transparence en matière fiscale, avoir plus d'échanges entre les pays. Et cela évolue dans le bon sens.

La candidature belge pour un siège au Conseil de sécurité de l'ONU en 2019-2020 : c'est dans la poche ?

Ce n'est certainement pas ma façon de raisonner. Nous avons des atouts. J'ai passé une bonne partie de ma semaine en campagne électorale ! Nous prenons très au sérieux cette élection, et avec Didier Reynders et Alexander De Croo, nous avons été très, très mobilisés. Nous nous sommes réparti les efforts pour pouvoir convaincre le plus possible de pays de nous soutenir. L'accueil est plutôt positif mais je ne vends pas la peau de l'ours avant de l'avoir tué !

... et M. Francken ne participait pas à la campagne belge ?

Si, si, bien sûr ! Mais il était plus sur les questions de migrants et de réfugiés... Et il était présent pour la campagne de promotion de la Belgique lors de la soirée de Belcham (la chambre de commerce belgo-américaine)... ■

Propos recueillis par
Ph.R.